

**Motion du Groupe Communiste,
Parti de Gauche et Unitaires
Sur les Retraites**

**Séance Plénière du Conseil Régional Nord-Pas de Calais
du 25 juin 2010**

« La réforme des retraites proposée par le gouvernement est un véritable coup de poignard contre le modèle social français. Une réforme injuste, inefficace qui sera, de plus, payée pour 85 % par les salariés. Ce projet est une véritable capitulation devant les marchés financiers et l'amplification d'une politique d'austérité qui nous enfonce dans la récession.

Ce projet répond à trois objectifs :

- réduire le montant des retraites par répartition pour, une fois de plus, faire des économies sur les droits sociaux
- reculer l'âge de départ en retraite pour diminuer le nombre de celles et ceux qui y auront droit
- produire une nouvelle régression de civilisation pour augmenter la part du capital dans la répartition des richesses produites.

Demander aujourd'hui aux salariés de travailler plus longtemps, alors que la perte d'un emploi passé l'âge de 50 ans condamne irrémédiablement au chômage et à la précarité, est une aberration.

Comment accepter les mesures d'allongement de la durée du travail quand aujourd'hui 24 % des moins de 24 ans sont au chômage ?

Comment accepter d'allonger la durée de cotisation quand la France compte 2.884.644 demandeurs d'emploi de catégorie A au 31 décembre 2009 ?

Comment accepter une si faible participation des revenus financiers à l'effort collectif alors que les dividendes payés aux actionnaires sont passés de 3,2 % du P.I.B en 1982 à 8,5 % en 2007, soit 5,5 % de plus.

En 2008 les sociétés non financières ont distribué 83 milliards d'euros de dividendes à leurs actionnaires, soit 8 milliards de plus qu'en 2007 alors que le déficit du régime général était de 5,8 milliards d'euros.

Nous sommes au cœur d'un véritable choix de société, voire de civilisation, qui oblige le pouvoir à déployer une campagne idéologique importante alors que la seule solution réside dans l'organisation d'un large débat citoyen, dans chaque région, département, localité comme ce fut le cas lors du projet de constitution européenne.

Oui, il est urgent que notre Institution s'exprime politiquement sur cette préoccupation essentielle de nos concitoyens. Le calendrier voulu par le gouvernement nous l'impose, les citoyens nous le demandent.

Vivre plus vieux est un progrès de notre société et non un problème.

Les raisons fondamentales du déséquilibre des régimes de retraite sont à rechercher dans la chute continue de l'emploi. Faut-il rappeler que 680.000 emplois ont été détruits en France en 2009, une baisse historique de la masse salariale de 1,4 %.

De plus, selon l'INSEE, la part des cotisations dites « patronales » est passée de 19,8 % de la valeur ajoutée des entreprises en 1982 à 16,1 % en 2007, soit une baisse de 3,8 % en 25 ans.

Des solutions nouvelles existent pour augmenter les recettes comme : une mise à contribution des revenus financiers des entreprises à la même hauteur que les salariés, une modulation des cotisations patronales en fonction des politiques d'emploi développées, un élargissement de l'assiette des cotisations sociales à l'intéressement, la participation et les stock-options... etc

67 % des français veulent maintenir la retraite à 60 ans et avec des montants de pension respectueux de la dignité humaine.

Partir à 55 ans quand on a exercé un métier pénible, est une mesure de justice.

Nous sommes sur des choix essentiels de société.

Nos réponses politiques doivent être au niveau de cette exigence.

Le groupe des élus communistes, parti de gauche et unitaires affirme son soutien aux revendications portées par les salariés et leurs organisations syndicales. Nous souhaitons que notre assemblée vote l'urgence de cette motion, affirme le besoin d'une société plus juste et plus solidaire face à un gouvernement qui pousse au repli sur soi.

Nous demandons l'organisation d'un large débat citoyen, dans chaque région, département, localité sur l'avenir de notre système de retraite.